

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 MAI 2023**  
**en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, à l'encontre de**  
**la SA BESSAC TPC, exploitant une carrière de diabases et une installation de**  
**lavage et de criblage des matériaux lieux-dits *Le Rivet, Combe du Rivet, Puech***  
***Grand et Le Mazot* sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié.**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2023 donnant délégation de signature à Monsieur François Proisy, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 autorisant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter avec extension d'une carrière de diabases et d'une installation de lavage et de criblage des matériaux lieux-dits *Le Rivet, Combe du Rivet, Puech Grand et Le Mazot* sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié ;
- Vu** l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui impose que les émissions canalisées rejetées dans l'atmosphère aient une concentration maximale en poussières émises par les installations de 40 mg/m<sup>3</sup> ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 mars 2023 ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 9 mai 2023 ;

**Considérant** que, l'exploitant traite les émissions canalisées de poussières en provenance des installations de traitement des matériaux par des dépoussiéreurs dont les émissaires ne sont pas munis de canal de mesure ;

**Considérant** que, l'exploitant n'a pas contrôlé la concentration des émissions canalisées de poussières rejetées dans l'atmosphère issue des dépoussiéreurs ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SA BESSAC TPC de respecter les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

*Sur proposition de Monsieur le secrétaire général*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La Société SA BESSAC TPC, domiciliée lieu-dit *Le Rivet* à Réalmont – 81120, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

### **Article 2**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 3**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

### **Article 4**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Montredon-Labessonnié en vue de l'information des tiers.

**Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Montredon-Labessonnié.

Fait à Albi le 31 MAI 2023

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,

  
François PROISY